

Mémoire coloniale belge : revisitons notre histoire

Rédigé le 11 décembre 2015 par : Nicolas Rousseau



Malgré ses liens historiques avec plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, le constat est cinglant : plus de cinquante ans après l'indépendance du Congo, la Belgique n'est toujours pas parvenue à entamer une réflexion profonde, inclusive et critique sur son passé colonial.

Pourtant, les discriminations et actes racistes dont souffrent les populations d'origine africaine en Belgique reflètent pour beaucoup la continuité des stéréotypes avancés à l'époque pour justifier le système colonial. Le débat colonial en Belgique : état des lieux.

D'une vision triomphale à une amnésie nationale

Jusqu'à l'indépendance congolaise, la représentation que se fait la Belgique de son activité coloniale est strictement positive et idéalisée : après avoir sauvé des millions de Congolais victimes de l'esclavagisme des Arabes, les Belges se retrouvent chargés d'une mission civilisatrice pour apporter le progrès à un peuple vivant encore dans les ténèbres. Il n'est alors question que des bienfaits de la colonisation, laquelle est présentée comme un réel succès, tant sur la scène nationale qu'internationale. Ce discours auto-satisfaisant ne connaît quasiment aucune fausse note en Belgique.

Le discours prononcé par Patrice Lumumba le jour de l'indépendance du Congo constitue

un électrochoc dans cette représentation triomphale de l'aventure coloniale belge. Dans son intervention, le Premier ministre congolais parle d'un système d'oppression et d'exploitation, évoque les exactions, les souffrances et les injustices subies par le peuple congolais. La vision idyllique d'une entreprise bienveillante et philanthropique se voit confrontée à un discours dénonçant une domination brutale et meurtrière, entamée sous l'Etat indépendant du Congo de Léopold II et poursuivie après la reprise de la colonie par l'Etat belge, en 1908.

À partir de l'indépendance congolaise et l'assassinat de Lumumba, la Belgique semble vouloir oublier tout ce qui a trait à son passé colonial. Les questions relatives aux multiples dérives et exactions sont occultées et ne se retrouvent que très rarement dans les discours officiels des représentants politiques^[1]. Si des travaux ont bel et bien été réalisés dans différentes disciplines scientifiques, à commencer par l'histoire et l'anthropologie, les discussions se sont cantonnées au monde académique et spécialisé, sans jamais atteindre vraiment l'opinion publique.

Le tournant des années 1990

Cette longue période d'amnésie nationale est remise en cause dans le courant des années 1990. Ce passé douloureux est mis en avant, que ce soit dans le monde culturel via des ouvrages littéraires, des pièces de théâtre, des films ou des expositions, ou dans le monde politique.

Toutefois, les débats sont restés très polarisés, mettant par exemple aux prises ceux qui condamnent de manière globale la brutalité du système colonial et ceux qui voient ce dernier comme une source de progrès majeurs, en dépit de quelques dérives. Le même contraste se retrouve dans les discussions autour de la figure du roi Léopold II, perçu soit comme un barbare sanguinaire, soit comme un visionnaire ayant fait grandir la Belgique sur la scène internationale. Cette forte polarisation des débats induit une mise au placard de nombreux autres aspects qu'il est pourtant indispensable d'aborder. Pourquoi ne pas s'intéresser aux apports des anciennes colonies dans la construction de la métropole et de la sorte valoriser ce passé commun ? De même, pourquoi le rapport au passé colonial en Belgique est-il principalement appréhendé sur fond de polémique et non comme base de

déconstruction des stéréotypes actuels dont souffrent les personnes d'origine africaine en Belgique ?

Par ailleurs, les débats restent cantonnés à certaines sphères spécifiques, à savoir essentiellement la monarchie, les mondes politique, académique, culturel et associatif, ou encore les anciens colons et leurs descendants. La majorité de la population semble ainsi systématiquement absente des débats. Ce constat est d'autant plus incompréhensible que la plupart des familles en Belgique ont un lien, direct ou indirect, avec le Congo belge. Il est très fréquent qu'un membre de la famille ait résidé au Congo ou qu'on retrouve des objets provenant des colonies dans les maisons de nos grands-parents. L'hypothèse défendue ici n'est pas que la société belge dans son ensemble se désintéresse de ce débat, mais plutôt qu'on ne se donne pas les moyens de l'y intéresser. Par ailleurs, à l'inverse d'autres puissances impériales telles que la France ou le Portugal, la Belgique n'a pas développé de colonie de peuplement mais a privilégié la mise en place de colonies d'exploitation. Les personnes envoyées au Congo étaient donc essentiellement des cadres, des intellectuels, et ne représentaient pas la population dans son ensemble.

Plus généralement, il est interpellant de constater que la majorité de la population belge semble aujourd'hui ignorante quant à la persistance d'actes racistes et de discriminations à l'égard des minorités d'origine subsaharienne dans la société. Ce constat démontre une méconnaissance de la société quant à son altérité noire et vient renforcer le sentiment d'invisibilité que dénoncent les personnes d'origine africaine. L'absence de discussions sur l'histoire partagée entre la Belgique et ses anciennes colonies, qu'il s'agisse de la mise en lumière des exactions du système colonial ou des divers apports des colonies dans le développement de la métropole, est mal vécue par ces populations. Comment, dans ces conditions, permettre aux jeunes d'origine africaine de se construire si on refuse d'inclure un aspect de leur histoire – de notre histoire – au sein des grands récits nationaux ?

Libérons la parole coloniale

Les débats relatifs au rapport entre la Belgique et son passé colonial se font donc au gré des circonstances et de l'actualité. Ils ne découlent en tout cas pas d'une réelle remise en question de l'histoire nationale et d'une prise de conscience de la nécessité d'aborder en

profondeur cette question mémorielle. L'émergence ponctuelle et relative des discussions autour de ces questions touche en outre des groupes en particulier et débouche sur des discussions souvent très polarisées.

Si de nombreuses pistes peuvent certainement être avancées pour expliquer les raisons de cette méconnaissance de la société belge vis-à-vis du passé colonial du pays et de l'impact de ce dernier sur le quotidien des personnes d'origine africaine, BePax souhaite insister sur deux d'entre elles.

D'une part, il est frappant de voir que l'histoire de la colonisation belge, et celle du Congo plus particulièrement, ne sont pas assez enseignées à l'école (que ce soit dans le secondaire ou à l'université). Si les programmes scolaires ont évolué et proposent effectivement un contenu sur cette partie de l'histoire, cela reste insuffisant. Il est absolument essentiel d'enseigner sur ce passé, non seulement car il s'agit d'une part importante de l'histoire de la Belgique, mais aussi – et surtout – car cet aspect de notre histoire est fondamental dans la construction de notre société et de notre identité.

D'autre part, le monde associatif regroupant les associations d'origine subsaharienne se plaint depuis longtemps d'une trop grande invisibilité. Il dénonce notamment des politiques inadéquates en matière d'intégration, avec un manque de prise en compte des spécificités qui existent au sein de « la communauté noire », vue comme un ensemble homogène alors que la présence subsaharienne en Belgique concerne, rien que pour la région de Bruxelles, plus de quarante-cinq nationalités [3]. Plus généralement, c'est le manque total de confiance et l'absence de soutien accordés par le monde politique aux associations africaines que ces dernières dénoncent. Les « Noirs » ne seraient de toute façon pas capables de s'organiser et d'agir de manière professionnelle, voilà le message trop souvent perçu par les acteurs concernés. Il est essentiel de leur donner les moyens d'agir et de porter le débat sur la place publique.

[1] Voir notamment Valérie Rosoux, « La politique africaine de la Belgique : entre

généflexion et injonctions », in *Raison publique* n° 10, 2009 et Valérie Rosoux, « Léopold II ou la figure de l'absent dans les discours officiels », sous la direction de Vincent Dujardin, Valérie Rosoux, Tanguy de Wilde d'Estmael, Stéphanie Planche et Pierre-Luc Plasman, « Léopold II, entre génie et gène. Politique étrangère et colonisation », Editions Racine, 2009.

[3] Ural Manço, Mireille-Tsheusi Robert, Billy Kalonji, « Postcolonialisme et prise en charge institutionnelle des jeunes belgo-congolais en situation de rupture sociale (Anvers, Bruxelles) », in *African Diaspora* 6 (2013), p. 35.



Avec le soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles

Ed resp : Ghaliya Djelloul
Chaussée Saint-Pierre, 208
B-1040 Bruxelles
Tél : 02/896 95 00
info@bepax.org
www.bepax.org
IBAN : BE28 7995 5017 6120